

Mélanges

Ce mois de novembre est celui des sentiments mêlés. L'angoisse grandit face aux signes annonciateurs d'une guerre totale dans la région des Grands Lacs - malgré certains propos rassurants ou lénifiants de l'ONU.

La situation reste tragique au Congo-Brazzaville, mais les réactions montent - certes trop lentement - face au silence et à l'indifférence. Protestants et catholiques mêlés, à l'initiative des hebdomadaires *Réforme* et *Témoignage chrétien*, interpellent l'exécutif français. Surtout, les Verts ont réussi le 15 septembre à l'Assemblée une journée exceptionnelle de mobilisation des associations congolaises en faveur de la paix. La clarification des perspectives qui s'y est engagée peut amorcer un mouvement de fond.

Au Tchad, le régime Déby ne s'améliore pas, mais il vient de subir un formidable désaveu - qu'il qualifie lui-même de « lâchage », tandis que sa presse parle d'« un coup de poignard dans le dos ». Shell et Elf ont annoncé leur intention de se retirer du projet pétrolier. Cela explique peut-être les récentes hésitations du président de la Banque mondiale, James Wolfensohn. Ou cela viendra les renforcer. Même si les compagnies avancent des motivations économiques, l'interprétation politique est inévitable : le très coûteux pipeline n'est guère envisageable tant qu'un fauteur de guerre civile règne sur le Tchad. Que le groupe TotalElf devienne accessible à ce genre de calcul invite à ne pas désespérer, d'autant qu'il y a été puissamment "aidé" par la mobilisation mondiale des ONG.

Au Niger et en Guinée-Bissau, deux pays maltraités puis boudés par la FrancAfrique, des militaires s'apprentent à laisser le pouvoir aux civils, au terme d'élections libres.

Pendant ce temps, le président ivoirien Konan Bédié, chouchou de l'Élysée, joue avec le feu de l'ethnisme pour écarter un rival électoral. Deux dictatures choyées par Paris, la Guinée équatoriale et Djibouti, se signalent par les terribles conditions d'incarcération de leurs prisonniers politiques, "recrutés" sur une base ethnique.

Avec le rapport sur la Corse, l'Assemblée nationale se met à ne plus tolérer les fonctionnements occultes qui, peu à peu, transformaient la France en République bananière, ou en otage de la Corsafrique. Ce rapport fait suite à celui sur les méfaits des compagnies pétrolières, et précède, annonce-t-on, de nouveaux déballages sur les comptes d'Elf. À moins que les multiples tentatives législatives visant à bâillonner le journalisme d'investigation et la curiosité de la presse - déjà fort relative, si l'on compare avec les autres démocraties - n'aboutisse à un nouveau cycle d'impunité.

Enfin, on ne peut cacher le dégoût qu'inspire "l'absolution", par le Tribunal pénal international d'Arusha, de l'un des instigateurs les plus radicaux du génocide rwandais, Jean-Bosco Barayagiziwa. Pour vices de procédure, imputables entre autres aux vacances et aux querelles byzantines de ces magistrats parmi les mieux payés du monde. Il y avait d'autres moyens de corriger les inévitables tâtonnements de cette institution sans véritable précédent. Une amie hutue nous confiait effondrée : « Comment puis-je regarder les autres dans les yeux, dire que tous les Hutus ne sont pas des coupables, ni tous les Tutsis des innocents, si cet homme-là n'est pas jugé ? ».

SALVES

Fuites

En octobre, le projet pétrolier Tchad-Cameroun semblait scellé, et l'accord de la Banque mondiale imminent. Et puis, comme si certains états-majors pétroliers découvraient soudain l'ampleur du risque, le front des intérêts s'est disloqué. Shell et Elf annoncent qu'elles envisagent de se retirer du consortium. Au prétexte, justifié, que le pétrole offshore du golfe de Guinée serait plus rentable. Du moins à court terme.

Avec ses installations fixes, l'exploitation du pétrole continental est beaucoup plus dépendante que celle du pétrole sous-marin d'un pari sur la stabilité politique à long terme. Miser sur Déby, c'est préparer l'inverse. De tous côtés on le criait aux pétroliers. Il est heureux qu'ils aient fini par entendre, et préféré une prudente retraite à la fuite en avant.

Au grand dam du groupe Bolloré, parmi les plus impatients. Sa filiale Saga avait en effet décroché un contrat mirifique : l'acheminement du matériel d'exploitation pétrolier et de la construction du pipeline. Sa déconvenue nous réjouit : la société Saga est l'un des financiers de la machine de guerre de Sassou II au Congo-Brazza.

Elle ne sera pas la seule déçue. Bouygues, Vivendi, Alcatel-Alstom et Spie-Trindell avaient décroché de beaux marchés. Sans parler des "sociétés de sécurité" des chefs barbouzes et ex-gendarmes de tout poil, montées à l'assaut de ce joli créneau.

Au « lâchage » de deux compagnies sur trois (seule Exxon reste accrochée au projet) se sont ajoutées les récentes hésitations de James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, dont le feu vert est indispensable. Les Pays-Bas (berceau de Shell) ont mis l'accent sur la grande insuffisance des plans d'intervention prévus en cas de fuites de pétrole dans le bassin très vulnérable du lac Tchad. La Banque n'a peut-être pas envie de se retrouver un jour accusée d'avoir permis une catastrophe écologique majeure.

Désaffection

Si les torchères risquent de ne pas s'allumer, c'est aussi que le torchon brûle entre Paris et N'Djaména.

De quelque côté qu'on le prenne, le régime Déby est de moins en moins défendable. À son passif bien connu (pillage de l'argent public, terreur, massacres, trafic de fausse monnaie, ...) s'ajoutent des sautes d'humeur, une (em)brouille avec la DGSE, puis des revers militaires - telle cette cuisante défaite le 2 novembre face aux rebelles toubous de Youssouf Togoïmi. Un enchaînement logique.

Mais nombreux sont les Tchadiens qui souhaitent mieux qu'un simple passage de kalachnikov.

Match ou trêve au Congo-K ?

D'un côté les bruits de botte, l'emballage des achats d'armes, l'accumulation des canons, la multiplication des mercenaires ; et l'odeur de poudre des veilles de match France-USA, sur fond de revanche de 1997 (cf. *Billets* n° 75).

De l'autre, les efforts si lents et insuffisants de mise en œuvre de l'accord de paix de Lusaka : les observateurs du cessez-le-feu sont peu nombreux, et entravés dans leurs mouvements ; les moyens humains et financiers alloués pour un enjeu aussi grave sont dérisoires.

Surtout, il ne semble pas que le Conseil de sécurité soit prêt à accorder l'usage de la force (en vertu du chapitre 7 de la Charte des Nations unies) à une mission internationale de maintien de la paix. Sans cet accord, on voit mal comment il serait possible de brider les jusqu'au-boutistes.

Le représentant de l'ONU souligne de rares progrès, millimétriques. Le médiateur de Sant'Egidio s'active en coulisse, comme quelques chefs d'État africains conscients des conséquences d'une relance de la guerre. Mais la plupart des observateurs inclinent au pessimisme.

Chaque jour perdu à donner corps au projet de paix renforce le crédit des va-t'en-guerre. « *L'intrication grandissante des alliances régionales rend chaque jour plus difficile la pacification effective de la région* », insiste Marie-France Cros (*La Libre Belgique*, 06/11/1999), évoquant l'intervention du Zimbabwe pro-Kabila, dans la guerre civile angolaise, et le repli des rebelles de l'Unita au Congo-K.

Mais il faudrait parler aussi de la relance de la guerre au Burundi (le "maillon faible"), par un front commun des guérillas antitutsies ; de la mise en cause de la Tanzanie comme base arrière de ces guérillas ; des flambées ethniques au nord-est du Congo-K (7 000 victimes) ; etc.

Dans la partie orientale de l'ex-Zaïre, tenue par les rebelles anti-Kabila et leurs parrains, ougandais et rwandais, opèrent les Forces d'autodéfense populaires (FAP). Ce mélange de combattants locaux (mai-mai) et de rebelles hutus (rwandais et burundais) est ravitaillé en armes du haut des airs depuis Kinshasa. Ces FAP sont soudées par une propagande ethniste. Leur mission est de harceler l'ennemi "Tutsi" - ce qui n'est pas de nature à apaiser les esprits ni éviter les représailles, qui redoublent la haine.

Attisé par les médias de Kinshasa, ce combat est aussi légitimé dans certains milieux européens au nom d'une idéologie de résistance. Mais celle-ci peut couvrir toutes sortes de marchandises, de Jean Moulin à Charles Taylor ou aux Taliban. Et l'on peut penser, comme il est précisé dans l'accord de Lusaka, qu'il n'y aura pas de paix dans la région sans ouverture du régime de Kinshasa, ni désarmement des forces hutues impliquées dans le génocide de 1994.

Plusieurs sources, dont l'ONU, chiffrent entre dix mille et trente mille l'effectif de ces forces enrôlées par la coalition pro-Kabila. D'autres miliciens *Interahamwe*, emprisonnés au Rwanda, ont été transformés en soldats du camp adverse. En cas de reprise des combats, « *ce sont les Hutus qui paieront le gros de la facture en terme de pertes de vies humaines et d'estropiés. Ils sont en effet en première ligne* » des deux côtés (NCN, 03/11/1999).

« Retrouvailles »

Décidément, il faut pousser ces deux côtés engagés dans des logiques sans issue à faire machine arrière. Paris peut d'autant moins parler à Kigali que tous les décideurs français restent à son égard dans une logique de confrontation. Voire d'encerclement, via les grandes manœuvres de diplomatie parallèle de Jean-Yves Ollivier, le mentor de Sassou N'Guesso (cf. *Billets* n° 75). Le plus difficile à pardonner, c'est d'avoir été pris en faute.

Au lieu de faire publiquement pression sur les Américains pour qu'ils raisonnent leurs alliés rwandais et ougandais, la France croit judicieux d'aller conforter le régime Kabila en pleine option belliciste. Cédant à de pseudo-évidences "géopolitiques", le ministre de la Coopération Charles Josselin est allé à **Kinshasa** célébrer des « *retrouvailles qui n'ont que trop tardé* ». « *La France voit bien de quel côté sont ses intérêts* », répond Laurent-Désiré Kabila (*Le Figaro*, 23 et 27/10/1999).

L'évolution de son régime n'est pourtant guère rassurante. Les « *gaucho-mobutistes* » prennent le dessus dans son entourage, selon Colette Braeckman. Ils « *forment une étrange conjonction entre les idéologues d'extrême-gauche, compagnons de Kabila depuis le temps des maquis, et des personnalités mobutistes, qui retrouvent sans peine les méthodes du culte de la personnalité et du contrôle de la population via des "comités de pouvoir populaire" agissant tels des relais du pouvoir. Le fait que des "superflics" de Mobutu comme Atundu Lyeko ou Leta soient revenus aux affaires n'est pas dû au hasard* » (*Le Soir*, 02/11/1999).

À Kinshasa, l'opposition démocratique reproche à la France d'avoir donné « *une prime de bonne gouvernance* » à ce pouvoir. Qui vient de reporter « *le dialogue intercongolais* », convenu à Lusaka, après « *la libération du territoire* ».

Logiques

Au **Congo-B** comme au Congo-K, Paris-Janus prétend soutenir une logique de paix tout en laissant les réseaux fournir armes et mercenaires. À Brazzaville, l'investissement a été tel que le régime Sassou II se croit proche de la victoire. Maître du faux-semblant, il ne concède de temps à autre que des négociations-bidon ou de pseudo-accords de paix.

La France se refuse toujours à faire pression, et se récrie à la perspective d'une initiative européenne - à moins de réduire l'Europe au cartel des ex-colonisateurs (Paris, Londres, Bruxelles, Lisbonne), qu'elle trouve plus "compréhensif". À l'égard, en particulier, des ambitions de l'Angola.

L'armée et les gigantesques réserves pétrolières de ce pays en ont fait un acteur-clef, très présent dans les guerres des deux Congos. Puisque les généraux angolais ont fait le choix de Sassou II, Paris songe encore moins à en faire un autre.

Mais hors des cercles stratégiques, l'opposition à la logique de guerre civile commence à marquer des points. Sur un appel « *Congo-Brazzaville : brisons le silence* », initié par *Réforme* et *Témoignage chrétien*, se sont retrouvés aussi bien des évêques que le président de la Fédération protestante de France, des députés de la gauche plurielle - socialistes y compris - et des responsables associatifs. Il y a comme une (lente) catalyse côté français.

Côté congolais, la journée *Dialogue pour la paix* organisée à l'Assemblée nationale par les députés Verts et le responsable de leur groupe de travail Afrique, Patrick Farbiaz, a été un succès inespéré, vu l'ampleur et la qualité de la présence congolaise (plus de trente mouvements et associations, une salle Victor Hugo remplie). Tant la préparation de la journée que les débats ont permis de dégager des perspectives et d'ancrer des convictions, civiles plutôt que militaires, pour la reconstruction d'un pays et d'une société ruinés¹. À suivre, et accélérer.

Car un demi-million de Congolais restent dans la détresse, déplacés, affamés, victimes d'exactions systématiques². Tandis que les deals pétroliers et forestiers continuent, dans un climat de bradage général. De janvier à octobre 1999, le régime a concédé la totalité de la surface boisée du nord-est du pays, soit deux millions d'hectares du précieux massif forestier tropical qui jouxte le Cameroun et le Gabon (*La Lettre du Continent*, 28/10/1999).

1. Informations et documents : Éléonore Bossop, Bureau de Noël Mamère, 126 r. de l'Université, 75355-Paris 07 SP. Tél. (0)1 40 63 83 01

2. Dénoncées par *Médecins sans frontières* dans un rapport du 27/10/1999.

Miliciens policiers

L'aide publique au développement aura rarement vu pire. Le ministre Charles Josselin a obtenu un crédit de 7 millions de francs du Fonds d'aide et de coopération pour transformer en policiers 3 500 miliciens Cobras de Denis **Sassou Nguesso** (*LdC*,

11/11/1999). On imagine le résultat. Surtout, cette somme allouée en pleine guerre civile vient récompenser un groupe auteur de crimes contre l'humanité (les massacres à Brazzaville en décembre 1998, puis les viols systématiques). Plus généralement, elle vaut absolution des méthodes du régime. Et auto-absolution du soutien français massif à ces méthodes.

La prison Djibouti

Le cerbère de ce protectorat militaire français, Ismaël Omar Guelleh, s'enfoncé dans un clanisme ultra-répressif (cf. *Billets* précédents) : il dévaste le territoire de l'ethnie "adverse", il élimine la presse non officielle, il embastille les opposants avec ou sans jugement. Ceux-ci peuvent croupir jusqu'à sept ans dans des conditions effroyables, décrites dans un récent rapport semi-officiel¹.

Ce qui n'empêche pas le représentant local de la DGSE, déguisé en diplomate, de passer plusieurs heures par jour dans les locaux du SDS, la police politique du régime.

Mais Guelleh semble atteint du syndrome Déby. Il en fait trop. À force de ne même pas sauver les apparences - jusqu'à interpeller deux reporters de France 2 et confisquer leurs cassettes de tournage - les responsables français sont de moins en moins prompts à l'excuser et le soutenir.

Ainsi le 10 novembre, lors du vote des crédits de la Coopération à l'Assemblée, le socialiste Arnaud de Montebourg, président du groupe d'amitié France-Djibouti, a présenté un amendement tendant à fortement réduire la somme attribuée à ce pays. Son argumentation a été très écoutée. Le ministre de la Coopération a eu quelque difficulté à convaincre les députés de ne pas en arriver à cette extrémité... (voir *Ils ont dit*).

La Coface vient de décider de ne plus garantir les exportations vers Djibouti. La France a fermé son Poste d'expansion économique. Officieusement, même la question d'un retrait militaire n'est plus taboue. La nécessité de la base de Djibouti est de moins en moins évidente. Encore faut-il ménager le lobby militaro-africaniste, dont c'est l'un des bastions.

1. FIDH (Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme, OIP (Observatoire international des prisons), Association nationale des juges de l'application des peines, Ministère français de la Justice, *Rapport d'une mission internationale d'enquête sur les conditions de détention (août 1999)*. Cf. aussi un témoignage de l'avocat Me Aref Mohamed Aref.

Ivoirien ou bon Aryen ?

Le système Houphouët-Boigny avait beaucoup de défauts, mais il était quand même, à l'intérieur, moins violent que d'autres¹. L'héritier Henri Konan Bédié (HKB) est en train de sacrifier cet atout pour éliminer son concurrent le plus connu à l'élection présidentielle d'octobre 2000, Alassane Ouattara. Cet ancien Premier ministre de Côte d'Ivoire ne serait pas assez "national" pour avoir le droit de concourir. Comme c'est un musulman du Nord, HKB en profite pour réactiver les clivages ethniques et les antagonismes religieux.

Le 27 octobre, il a provoqué la colère des sympathisants de Ouattara en interdisant les manifestations de leur parti. D'où des débordements, qui ont permis d'arrêter les principaux dirigeants du parti, et de les condamner à deux ans de prison ferme au nom d'une loi "anti-casseurs".

Nous n'avons pas une sympathie excessive pour le personnage Ouattara - grand ami de Martin Bouygues, dont le groupe s'est fait concéder quelques-uns des principaux services publics ivoiriens. Sa rivalité avec HKB est plus œdipienne que programmatique : tous deux étaient candidats à la succession d'Houphouët. Michel Dupuch (alors ambassadeur à Abidjan, aujourd'hui conseiller Afrique de Jacques Chirac), contribua beaucoup à les départager.

Mais les armes politiques utilisées par Konan Bédié sont trop périlleuses pour ne pas être dissuadées. Les commerces tenus par les étrangers sont qualifiés de « *nids de malfrats* ». Ouattara ne serait même pas un bon musulman, puisqu'il a épousé une juive. Si l'Élysée continuait de ne rien dire, et donc de consentir, il porterait une lourde responsabilité.

1. Même s'il est arrivé au grand ami de Jacques Foccart de faire torturer des opposants en sa présence. Sa politique extérieure fut parfois belliqueuse. Il a soutenu à fond, en sous-main, les guerres du Biafra et du Liberia.

Bons points

- On continue de suivre avec le plus vif intérêt la façon dont Mohamed VI relègue les figures les plus visibles de l'oppression paternelle, tels le ministre de l'Intérieur Driss Basri et sa clique.

- Le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée sur la sécurité en Corse, publié le 17 novembre, est en fait une dénonciation du dévoiement de la République par les pratiques souterraines des réseaux - pasquaïen et chiraquien entre autres. Bravo au président Raymond Forni, et surtout au rapporteur Christophe Caresche !

Marginaliser ces pratiques serait aussi de grand effet sur les relations franco-africaines, par le renforcement de la « chose publique » au détriment des tractations familiales, claniques ou mafieuses. On s'étonne que le très républicain Jean-Pierre Chevènement voie là « *un mauvais service rendu à l'État, un très très mauvais coup* ». Le ministre préférerait-il la raison d'État aux lois de la République ?

Fausse notes

- La France continue d'avoir les meilleures relations avec la sordide dictature équato-guinéenne, intégrée à la zone franc et bondée de pétrole. Cependant, selon *Amnesty*, près d'une centaine de prisonniers Bubi « *sont incarcérés dans des conditions effroyables* » depuis juin 1998, par suite d'une violente répression ethniste.

- Paris ne cesse d'améliorer ses relations avec le régime de Khartoum. Le 6 novembre, à Londres, le leader syndical soudanais Ali el Mahli el Sakhi a succombé aux séquelles des tortures subies dans les "maisons fantômes" - les prisons clandestines de la police politique islamiste, amie de la DST (voir *Lire*).

- Un Foccartien, Dov Zerah, succède à un autre, Michel Fichet, à la tête de l'entreprise publique CFDT (Compagnie française de développement des fibres textiles), "syndicat" de l'exploitation néocoloniale du coton africain. Cela n'augure pas d'une meilleure protection et rémunération des paysans. La rente de "l'or blanc" est tondu de plus en plus brutalement sur leurs dos par les clans africains au pouvoir, partenaires de la CFDT, qui s'est jusqu'ici accommodée de la situation.

- *Transparency International* a entrepris de mesurer la propension à corrompre. Sur 19 grands pays exportateurs, la France est septième - après cinq pays asiatiques et l'Italie. Dans le classement des pays les plus corrompus, le Cameroun est premier, devant le Nigeria. Ces résultats n'ont pas plu. D'où la tentation de casser le thermomètre (voir *À fleur de presse*).

Carnet

- Le 27 novembre, *Attac*, la *Confédération paysanne* et la *Coordination pour le contrôle citoyen de l'OMC* coorganisent une manifestation nationale sur le thème : « *Le monde n'est pas une marchandise* ».

Entre autres revendications : la subordination de l'OMC à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux conventions internationales en matière sociale, sanitaire et environnementale ; le respect de la notion de service public dans des secteurs tels que l'eau, la santé, l'éducation, etc. ; le respect du principe de précaution en matière d'écologie, de santé publique, d'alimentation ; l'interdiction des brevets sur le vivant. Toutes choses qui devraient aller de soi, mais que dédaignent les cadors de l'économie-monde et leurs chevaliers servants.

- Ancien manitou du chiraquisme, Michel Roussin, de Bolloré et Cie, rentre en grâce à l'Élysée. Il est de toutes les cérémonies de décoration. Et c'est sur le contingent du Président qu'il a été nommé au Conseil économique et social (*La Lettre du Continent*, 28/10/1999). Une rente de plus !

Errata

- L'intitulé de notre supplément du mois dernier, *Pétrole et éthique : une conciliation impossible ?*, comporte une grosse bourde : le titre du rapport parlementaire dont il est rendu compte pose la question d'« *une conciliation possible ?* ».

Certes, le point d'interrogation atténue le contresens. Mais le lapsus est révélateur : tant de gens sont convaincus de l'antinomie des deux termes (cf. *Lire*, *Les requins*) que le préfixe négatif *im-* a été plusieurs fois ajouté par des journalistes de la presse écrite et audiovisuelle. *Les Échos* du 15 octobre ouvrent même leur article sur le titre *Pétrole et éthique : une conciliation impossible*, sans même le point d'interrogation. *Les Échos* nous ont abasourdis.

- L'homme d'affaires franco-russe Arcadi Gaydamak a obtenu un droit de réponse à l'article *Angola : Une affaire franco-russe* de *La Lettre du Continent*, cité dans notre n° 75.

LdC (28/10/1999) a admis une erreur factuelle : Gaydamak n'est pas administrateur de la sulfureuse banque russe Menatep, mais l'un de ses principaux "clients". En 1994, il déclarait à la journaliste Natacha Tatu du *Nouvel Observateur* : « *Je suis le Bernard Tapie de Menatep* ». Une référence.

Il confiait aussi qu'il venait de « *signer un énorme contrat avec des banques françaises* ». Un contrat de 553 millions de dollars, lié à des approvisionnements en tous genres en Angola, armes comprises, en association avec Pierre Falcone. Paribas était chef de file.

(Achevé le 21/11/1999)

ILS ONT DIT

Françafrique

« La politique du gouvernement [à Djibouti] [...] est contrariée par la coutume selon laquelle le chef du gouvernement n'est pas le chef de la diplomatie. À cet égard, il n'est pas possible pour le Parlement de discuter avec un Président de la République qui aurait des exigences sur notre diplomatie puisqu'il n'est pas responsable devant lui ». (**Arnaud de MONTEBOURG**, député PS, défendant le 10/11/1999 un amendement tendant à réduire de 95 millions la part du budget de la Coopération affectée à Djibouti).

« Permettez-moi d'attirer votre attention sur la technique budgétaire. En vertu de la globalité, si l'Assemblée décidait d'annuler 95 millions [destinés à Djibouti] du chapitre 41-43, le Gouvernement pourrait maintenir l'aide à Djibouti en diminuant d'autant les crédits attribués à d'autres pays ». (**Maurice ADEVAH-PŒUF**, député PS, rapporteur du budget de la Coopération). [*De l'influence du Parlement sur la politique franco-africaine...*]

« Les Américains disent : "*Solidifions la capacité [militaire] des Africains au niveau des unités de combat, du bataillon*". Donc il faut un programme de formation, de perfectionnement [*leur dispositif ACRI*], ça nous va très bien. Nous, nous le faisons d'une autre façon. [*Notre programme*] **RECAMP** est très ambitieux, regardez l'exercice Gabon 2000 que nous avons joué. En fait, il est pensé, planifié, conçu en commun entre les Africains et nous, avec un état-major multinational africain. Vous voyez que l'ambition est très forte. On est au-dessus du niveau "améliorer les capacités d'un bataillon", qui est [...] plus simple, qui est du niveau exécution, mais qui est important ». (**Général Jean-Pierre KELCHE**, chef d'état-major des Armées, interview sur RFI le 21/10/1999).

[*Amabilités franco-américaines... De là à penser qu'un « état-major multinational africain » ainsi conçu, totalement dépendant de la logistique et des conseils tricolores, puisse avoir d'autre ambition que de servir la "géopolitique" françafrique, il y a de la marge.*]

« Dans le domaine pétrolier, on parle de "**bonus**". Il y a des "bonus" officiels, qui sont prévus par les contrats : la compagnie pétrolière qui convoite un permis d'exploration s'engage, par exemple, à financer la construction d'un hôpital, d'une école ou d'une route, ou alors à verser une somme - qui peut atteindre des montants considérables si l'intérêt de la zone convoitée le justifie. D'autres "bonus" que l'on dit "parallèles" peuvent être versés, eux, pour avoir une chance plus affirmée d'obtenir un permis. Ces versements s'inscrivent dans une continuité, dans le cadre des relations sur le long terme entre la compagnie et le pays considéré et dans un climat de confiance avec les dirigeants de cet État. Une de mes missions, au sein du groupe Elf, consistait à entretenir ces relations et à être le garant de l'exécution des engagements pris ». (**André TARALLO**, interview au *Monde* du 24/10/1999). [*Voir plus loin, À fleur de presse, l'article de Nicolas Beau*]

Niger

« [*Depuis le renversement du général Baré,*] tout ce qui avait été prévu par les dirigeants nigériens se concrétise : le référendum sur la Constitution - un projet consensuel - s'est réalisé dans de bonnes conditions, les libertés publiques sont respectées, l'Observatoire national de la communication qui a été mis en place veille à la liberté d'expression, la Commission électorale indépendante fonctionne de manière indépendante, une nouvelle commission s'attelle à la lutte contre la corruption, à la délinquance financière et fiscale. Indépendante elle aussi, elle [...] engrange des résultats notables. L'inéligibilité du Premier ministre et des membres du gouvernement a été respectée ». (**Ibrahim Assane MAYAKI**, Premier ministre nigérien, interview au *Nouvel Afrique-Asie*, 11/1999).

[*Il y a peu d'exemples, en Afrique francophone, de processus électoral mené avec toutes ces garanties. Ce retour au respect de la volonté du peuple était sous-jacent au renversement de la dictature du général Baré - que Paris et une partie de la presse française ont qualifié d'« attentat*

contre le processus de démocratisation ». *La démocratisation selon Bongo, Eyadema, Déby, Biya, Sassou, etc.*]

Crimes contre l'humanité

« Par nos erreurs, nos mauvais jugements et notre incapacité à reconnaître l'étendue des intentions malveillantes auxquelles nous étions confrontés, nous avons échoué à sauver le peuple de **Srebrenica** de la campagne serbe de meurtres de masse. [...] La leçon cardinale de Srebrenica *[est]* [...] que les tentatives délibérées de terroriser, expulser ou assassiner un peuple entier doivent être contrées d'une manière décisive par tous les moyens nécessaires ». (**Kofi ANNAN**, Secrétaire général de l'ONU, le 15/11/1999, à l'occasion de la sortie d'un rapport de 155 pages sur la chute de cette enclave musulmane de Bosnie, suivie de l'élimination de près de dix mille personnes. Cité par *Libération* du 18/11/1999).

[On pourra trouver insuffisant cet aveu. Il n'empêche qu'il n'y a aucun moyen de ne pas recommencer indéfiniment les mêmes "erreurs" si on refuse de les reconnaître. C'est une condition nécessaire - mais non suffisante - pour des réactions plus appropriées. La France admettra-t-elle un jour qu'elle se grandirait et se libérerait à satisfaire cette condition première ?]

À FLEUR DE PRESSE

Pertes et profits

La Lettre du Continent, *Vieux comptes gabonais*, 11/11/1999 : « L'enquête du Sénat américain sur les comptes d'Omar Bongo à la *City Private Bank* [...] *[révèle]* que le président gabonais détenait non seulement des comptes dans les agences de [...] Genève, mais également dans celles de Paris, de New York, de Bahreïn, de Jersey et du Luxembourg. [...] Plus de 130 millions \$ ont transité sur l'ensemble des comptes entre 1985 et 1999, ceci sans compter les prêts de la CityBank à la famille Bongo, qui s'élevaient à 50 millions \$. [...] »

CityBank explique [...] que l'argent provient d'une allocation budgétaire, "8,5 % du budget gabonais" - soit 111 millions \$ *[700 millions de FF environ]* - étant chaque année réservés au président. [...] Les enquêteurs du Sénat [...] ont épluché les examens du budget gabonais faits par le FMI et n'ont trouvé aucune trace d'une quelconque "allocation présidentielle" de cette ampleur ».

Le Canard enchaîné, *3,5 milliards distribués par Elf en Afrique et ailleurs*, 27/10/1999 (Nicolas BEAU) : « "Le groupe Elf-Aquitaine a été appauvri d'importants avoirs sociaux estimés à plus de 3,5 milliards de francs, d'après les investigations menées en France et en Suisse. Une part significative - environ 2 milliards de francs - a transité par des comptes ouverts en Suisse [...]". C'est en substance ce qu'a déclaré le juge suisse Paul Perraudin en accueillant, le 9 mars dernier, André Tarallo, le "Monsieur Afrique du groupe Elf [...]". L'enquête sur les pots-de-vin du groupe va-t-elle enfin déboucher sur l'Afrique ? [...] »

Plus de 600 millions de francs ont transité sur les comptes suisses d'André Tarallo [...]. Destination : offrir des "rémunérations occultes" à des présidents africains, et en particulier à Omar Bongo. [...] Ces révélations s'ajoutent à des faits déjà connus. Par exemple les 250 millions de francs versés à deux anciens des services de renseignement français et allemand dans le volet d'outre-Rhin de l'affaire Elf. Ou les 70 millions de francs qui ont permis à Alfred Sirven, le grand répartiteur des commissions occultes en cavale, d'acheter - en une fois - bijoux et œuvres d'art [...]. Ou encore les dizaines de millions qui ont permis à quelques amis de Pasqua d'arrondir leurs fins de mois. Sans oublier les centaines de millions de francs déposés sur le compte Davenport à Genève, soupçonné d'être la propriété du président Bongo [...].

Sur le volet africain de l'affaire Elf, la justice française avait choisi jusqu'ici de fermer les yeux [...] au nom de la raison d'État peut-être. [...] Le juge suisse n'a pas de ces pudeurs. [...] Tarallo refusant obstinément de citer les noms de ses mandataires africains, [...] "quand il s'agit d'affaires d'État", [...] *[le magistrat réplique]* : "Le concept d'affaire d'État n'est juridiquement pas opposable à votre obligation de déposer devant la justice". [...]

A été abordée la question du financement, par des personnalités africaines, de la riche résidence, d'une valeur de 90 millions, dont André Tarallo est propriétaire en Corse. "Cette villa de réception est destinée aux rencontres franco-africaines, a expliqué le Monsieur Afrique. [...] Si j'en suis titulaire, c'est pour en assumer la gestion". C'est sans doute ce qu'il appelle, dans les rares entretiens qu'il accorde à la presse, "l'indivision africaine".

Ces rebondissements sont un vrai cadeau empoisonné pour le nouveau patron du groupe Elf. [...] Thierry Desmarest [...] *[a]* rendez-vous avec le président Bongo. *[Parmi]* les sujets de conversation [...] le sort de la Fiba, la banque franco-gabonaise de Paris, qui recèle des secrets autrement plus sensibles que les comptes suisses d'André Tarallo ».

« INDIVISION »

André Tarallo a donné le mot de passe : « l'indivision ». Un concept et une coutume profondément corses, autant qu'africains. Mais il est périlleux, à moyen terme, de gérer les relations internationales comme une famille.

L'indivision franco-africaine s'est installée de manière occulte en 1960. La loi, c'était l'indépendance. La réalité organisée, c'était le maintien sous une tutelle, militaire, économique, monétaire.

Pour organiser et maintenir cette illégalité cachée, occulte, il a fallu peupler les relations franco-africaines d'agents secrets, de vrais-faux mercenaires et de comptes en Suisse. Il a fallu éliminer, par la fraude électorale, l'exil ou le meurtre, ceux qui s'y opposaient.

Le problème, c'est que pour ces tâches illégales, on ne recrute pas forcément ce que la France produit de meilleur, mais assez fréquemment des corrompus, des voyous, voire des psychopathes. Le résultat, c'est la ruine économique et politique de la plupart des pays aidés par la France, a fortiori lorsqu'ils sont riches en pétrole.

Dans ce scénario tourné par Jacques Foccart, Elf a tenu un rôle majeur, dont Loïk Le Floch-Prigent a parfaitement résumé le script. Truffée de barbouzes, Elf était vraiment une affaire d'État. En créant Elf à côté de Total, explique Le Floch, « les gaullistes voulaient un véritable bras séculier d'État, en particulier en Afrique, [...] une sorte de ministère du pétrole inamovible [...], une sorte d'officine de renseignement dans les pays pétroliers ».

Les exemples d'indivision sont innombrables entre l'État et Elf, entre fonctions publiques et responsabilités pétrolières, entre les stratégies définies à l'Élysée, à l'État-major, et à la Tour Elf.

Toute l'histoire du Gabon montre qu'il s'agit d'un protectorat conjoint État-Elf, avec un gérant sur place, Albert-Omar Bongo, sélectionné par Foccart. Les comptes en Suisse, dont le fameux compte Davenport, sont en quelque sorte des comptes joints, où pouvaient aussi bien puiser Bongo et ses amis qu'André Tarallo ou Alfred Sirven. Même chose avec le régime de Brazzaville. La banque Fiba étant l'une des principales plaques tournantes de ces flux financiers énormes.

Car il ne reste quasiment rien aux pays producteurs - que les armes achetées avec leur argent, les gardes présidentielles payées avec leur pétrole. Le Gabon a l'un des plus mauvais systèmes de santé au monde, mais la Garde présidentielle et la société de mercenaires SGS sont richement dotées. Le Congo-Brazza est plongé dans une guerre effroyable, enflammée par l'argent du pétrole - qui arme ou a armé les deux

camps, comme en Angola.

Les dizaines de milliards de francs que représentent chaque année la différence entre les prix de revient et de revente du pétrole sont gérés en indivision par Elf et l'État français (qui y prélève une partie de son budget), avec de gros pourboires aux potentats africains. À cet égard, le faste des « rencontres franco-africaines » dans un palais corse rappelle les verroteries avec lesquelles on achetait des esclaves à certains chefs locaux.

Ces milliards de rente indivise ont permis de rémunérer ou corrompre une grande partie des leaders politiques français. Comme

l'admet le richissime intermédiaire André Guelfi, « si la justice devait mettre en prison tous ceux qui ont touché de l'argent d'Elf, il n'y aurait pas grand monde en France pour former un gouvernement ! Elf arrosait tous azimuts. Tous les partis ont touché, le PS, le RPR, tout le monde » (Le Parisien, 08/02/1999).

Le Floch explique comment les partis de gouvernement étaient représentés au Conseil d'administration officieux de la compagnie. Tarallo, déclare-t-il, manageait le « système Elf Afrique », dont « les deux têtes de pont étaient Jacques Chirac » (son camarade de promotion à l'ENA) et « Charles Pasqua ». Et d'ajouter aussitôt : « L'argent du pétrole est là, il y en a pour tout le monde ».

Albin Chalandon, prédécesseur de Le Floch à la tête d'Elf, précise : « Compte tenu des procédures internes, ceci a forcément nécessité la mise en place d'une véritable organisation parallèle, genre mafia, avec un grand architecte » (Le Nouvel Observateur, 22/05/1997).

Dans sa "confession", Le Floch n'évoque guère son subordonné - ou plutôt son boss - Alfred Sirven. À la demande de François Mitterrand, et en parallèle avec Charles Pasqua, Sirven a installé une nouvelle "tête de pont" politique, Roland Dumas. Nicolas Beau a défriché dans Le Canard enchaîné (11/03/1998) la genèse et le fonctionnement de ce "triangle" Sirven-Pasqua-Dumas :

« Nommé patron d'Elf, Le Floch se rend à l'Élysée. [...] : "Monsieur le Président, le groupe Elf a toujours attribué certaines facilités aux hommes politiques. Que dois-je faire ?".

Réponse de Mitterrand, selon l'entourage de Le Floch : "Continuez, mais veillez à ce que personne ne soit lésé. Et pour les socialistes, passez par mon entourage". [...]

La mise en musique revient à Alfred Sirven. C'est lui le grand distributeur des prébendes - soit une partie significative des 800 millions de francs de commissions distribués chaque année [...]. Ouvert et chaleureux, Sirven est au cœur des réseaux politiques du groupe. Avec deux interlocuteurs privilégiés : Roland Dumas à gauche, Charles Pasqua à droite ».

Ni la police, ni la justice n'ont mis beaucoup de zèle à poursuivre Alfred Sirven, la pointe du triangle. Ce ne sont pourtant pas des brouilles que lui reprochent les juges d'instruction : elle l'ont mis en examen « des chefs d'abus de biens sociaux et complicité d'abus de biens sociaux, pour un montant de 3 milliards de francs ». On s'explique d'autant mieux ce manque de zèle si, comme l'affirme le journaliste Julien Caumer (voir Lire), Sirven est un "honorabile correspondant" - longtemps "traité" par le n° 2 de la DGSE, le colonel Pierre Lethier.

Pierre Lethier justement, ancien directeur de cabinet du général Imbot à la DGSE, jamais sorti des cadres d'active, a été l'un des principaux bénéficiaires des énormes commissions de l'affaire Leuna-Minol, en Allemagne. À travers des gens comme Sirven ou Lethier, il est clair qu'une partie de l'argent noir ou indivis d'Elf a été géré par les gens des services secrets. Ces services, ou une partie d'entre eux, ont pu ainsi multiplier les fonds disponibles pour leurs actions clandestines. Au grand dam du contrôle budgétaire du Parlement.

Le Canard enchaîné, La diplomatie planétaire de Chirac rattrapée par les affaires, 17/11/1999 (Nicolas BEAU) : « Le 15 octobre [...], dans le magazine syrien *Al Shahr*, [...], on affirme que Chirac a déjà "commencé à réfléchir aux modalités de financement de sa propre campagne en 2002". Et ce serait Rafic Hariri, l'ancien premier ministre libanais [...], qui tiendrait le rôle principal dans la collecte des fonds, comme ce fut déjà le cas en 1988 et 1995. "Des juges d'instruction français, poursuit d'ailleurs le magazine, seraient sur le point de recevoir un dossier complet en provenance de sources politiques françaises et arabes, dont le contenu porterait exclusivement sur les relations financières du tandem Hariri-Chirac". Voilà des insinuations bien inamicales ».

*[Une bonne partie du financement des coûteuses activités politiques chiraquiennes serait passée, à Zurich, par l'Arab Bank du très cher ami Hariri. Depuis vingt ans, ce milliardaire est sur tous les gros coups des réseaux franco-arabes, souvent les mêmes que les réseaux franco-africains. Il est clair d'autre part que les « sources politiques françaises » qui menacent d'alimenter les juges poursuivent le chantage exercé depuis quatre ans par le « corbeau » (cf. Jean-Paul Cruse, *Un corbeau au cœur de l'État*, Éd. du Rocher, 1998, et *Billets* n° 68). Un chantage qui concerne entre autres la politique française en Afrique centrale].*

Le Canard enchaîné, Les chiffres de la corruption mondiale sont impayables, 03/11/1999 (Louis-Marie HOREAU) : « L'association **Transparency International** a fait un véritable tabac avec la publication de son dernier indice permettant de classer au tableau d'honneur et de honte les pays corrompus et corrupteurs. [...] Informations ? C'est beaucoup dire. [...] Il s'agit [...] de vulgaires sondages [...]. Par quelle magie, et avec l'aide de quel magicien, ces données ont-elles été "moulinées", comme on dit chez les statisticiens ? Mystère, secret-défense et opacity complète.

*Créée en 1995, cette association a été animée, à ses débuts, par des dirigeants de la Banque mondiale. Puis, très vite, elle a été soupçonnée de subir l'influence de certains intérêts américains (en abrégé CIA). [...] L'actuel président de la section française, Daniel Dommel, a été proche, durant la guerre froide, de l'organisation *Réarmement moral*, un machin lié à la droite américaine. [...]*

*Sa mesure de la corruption n'a peut-être pas grande signification, mais à l'indice de l'humour, *Transparency International* mériterait d'être davantage reconnue ».*

[Il ne s'agit que de quelques extraits d'un long article, qui mériterait une discussion approfondie. Il s'inscrit dans une série tendant à disqualifier tous les efforts internationaux de lutte contre la corruption. Sur le thème : les vicieux Américains veulent nous pousser à lutter contre ce fléau, alors qu'ils mettent en place de nouveaux instruments moins décelables. Le genre d'argument qu'on utilise pour justifier les ventes d'armes : si ce n'est pas nous qui les vendons, ce seront d'autres moins braves que nous. Laissez tranquille notre corruption à la française, elle a aussi bon goût que notre roquefort.

Sur ce registre "souverainiste" (une mouvance qui a quelques sympathisants au Canard), tout est bon pour discréditer ou ridiculiser les efforts de mesure ou de régulation. L'indice de propension à la corruption, où la France est très mal placée ? Une compilation de sondages d'opinion ! Et alors ? Depuis plus d'un siècle, l'économie de la conjoncture se base sur les opinions des chefs d'entreprise.

Daniel Dommel, un relais de la CIA ? Cet inspecteur général des Finances honoraire mène un combat d'un rare courage, d'une grande finesse, pour changer les choses. Avec des propositions que l'on pourrait qualifier de "révolutionnaires", si elles n'étaient tout à fait opérationnelles. Dans cette affaire, Le Canard poursuit un étrange combat - qui détonne avec la qualité habituelle de son travail rédactionnel].

LIRE

Julien Caumer, *Les requins. Un réseau au cœur des affaires*, Flammarion, 1999, 379 p.

Un livre foisonnant, bourré d'informations, et souvent passionnant. Le fil conducteur en est un personnage hors du commun, Étienne Leandri (1915-1995), que l'auteur a personnellement connu et dont il narre les nombreuses fortunes et relations. Antisémite et anticommuniste, passé par la collaboration, par la mafia (ambassadeur de Lucky Luciano auprès de la CIA) et par le SAC (Service d'action civique), il devint un spécialiste des montages parallèles, des contrats d'armement, des paradis fiscaux et des commissions grand format. Il représentait Elf, Thomson et Dumez.

C'était un intime de la famille Pasqua, en particulier du fils Pierre-Philippe, qu'il emmenait faire « des virées à la Scala de Milan, et des affaires d'armes en Afrique ». Étienne dirigeait à cet effet plusieurs sociétés, dont la très officielle Sofremi (Société française d'exportation du ministère de

l'Intérieur), tandis que Pierre-Philippe œuvre dans une discrète officine, la Cecri.

Un certain nombre d'amis de Leandri rejoignent la trame. Citons trois brasseurs de milliards :

- Alfred Sirven, le munificient marionnettiste d'Elf, qu'on ne présente plus. Sauf que, nous confirme Caumer, c'est un "honorabile correspondant" de la DGSE, dont les officiers traitants successifs furent le colonel Pierre Lethier (au cœur du volet allemand de l'affaire Elf, le dossier Leuna-Minol) - puis le lieutenant-colonel Olivier ;
- le richissime financier irako-britannique Nadhmi Auchy, qui fit fortune dans l'installation de pipe-lines, en association avec le groupe Elf, puis dans les ventes d'armes lors du conflit Irak-Iran ;
- André Guelfi, habitué aux méga-commissions comme Étienne Leandri, ne faisait pas partie des intimes de ce dernier, mais partageait plusieurs amis communs. À commencer par Sirven. Guelfi aussi est décrit par les Renseignements généraux comme « *très proche de M. Charles Pasqua, qu'il a financé à plusieurs reprises* ». Il serait, selon les RG, « *devenu "indispensable" à M. Loïk Le Floch-Prigent, dont il sera le "banquier" spécial pour des opérations de financement politique au Congo et en Angola, en collaboration avec l'homme de Charles Pasqua chez Elf, M. Alfred Sirven* » (l'intéressé assure que les RG racontent n'importe quoi).

Beaucoup d'autres amis de Leandri nous sont présentés. Avec eux, on relie nombre d'"affaires" de ces quinze dernières années : la splendeur et la chute de l'industriel textile Maurice Bidermann (787 millions), les scanners de Georgina Dufoix, la vente des frégates à Taiwan (2,5 milliards de commissions), les sièges sociaux d'Elf en Afrique, l'entretien de la guerre civile angolaise, les marchés truqués du TGV-Nord (1,2 milliards de surfacturations), Jacques Toubon et la place d'Italie, sa belle-fille et la déconfiture d'Isola 2000 (253 millions annistés), la SEM 92 des Hauts-de-Seine, Coopération 92, les rames du métro parisien, son nettoyage (600 millions de surcoût), la rénovation des lycées d'Île-de-France, l'affaire Maillard & Duclos (avec ce mot manuscrit « *1,8 M en Suisse. Pour Juppé* »), le "corbeau" et la commissaire Brigitte Henri, le duel familial Noir-Botton, Samaranch et le CIO, l'affaire Elf-Minol-Leuna bien sûr, le Fondo Sociale di Cooperazione Europea, la « *call-girl escroqueuse* » Anne-Rose Thiam (qui prétend avoir convoyé 500 millions d'Elf dans sa mallette en croco, au fil des arrosages de personnalités les plus diverses), le réseau de prostitution de luxe démantelé par le juge N'Guyen (« *les portables des filles du réseau avaient une fâcheuse tendance à se contacter de longues minutes sur des lignes directes de la tour Elf* »), Eurodif et le terrorisme iranien, la GMF et le gouffre de l'île Saint-Martin (plus de 2 milliards de pertes), les voltiges cannoises de Jean-Marc Oury et de l'Immobilier Phénix, etc.

Julien Caumer rappelle utilement ce propos de Loïk Le Floch-Prigent (*Le Nouvel Observateur*, 23/01/1997) : « *Tout le monde sait que pour obtenir le droit de chercher du pétrole, il faut payer en liquide. Les mœurs de cette industrie n'ont rien à voir avec ce qui se pratique ailleurs. Les gens les plus rigoristes devraient en être conscients quand ils vont faire leur plein. [...] Les arrangements avec la morale sont inévitables. [...] Veut-on ou non que la France soit un acteur pétrolier majeur dans le monde ? Ce qui compte, c'est le solde global ! Le groupe Elf valait 52 milliards en Bourse à mon arrivée et 112 milliards quatre ans plus tard, quand je l'ai quitté* ».

On peut cependant reprocher à l'auteur de ne pas contester cette notion de "solde global" (il y a d'autres modes de calcul). Et de ne pas discuter ce propos d'un négociant pétrolier aguerri, proche de Leandri : « *Quant aux pays d'Afrique, le pouvoir s'y obtient par les armes dans des luttes tribales terrifiantes, et la corruption est un mode de vie de tous les jours. Je grossis le trait, mais cela y ressemble : [...] on ne peut pas s'installer, à 10 000 kilomètres de chez soi, sans jouer le jeu* ». Il y a d'autres jeux possibles, fondés sur des raisonnements un peu moins bruts de pétrole.

Roger Faligot et Pascal Krop, *DST. Police secrète*, Flammarion, 1999, 670 p.

Par les auteurs de *La Piscine* (la DGSE), un autre enquête historique sur le pendant intérieur des services secrets extérieurs : la Direction de la sûreté du territoire. L'ouvrage est très informé... de l'Intérieur. Ce sera certes un ouvrage de référence, mais un peu boiteux, faute d'être assez critique.

Quelques exemples : la torture pratiquée par la DST durant la guerre d'Algérie est à demi-avouée, mais minimisée ou presque excusée. Le fait qu'une bonne partie des agents était proche de l'OAS renforce le mérite de ceux qui restèrent fidèles à la République, mais interroge sur le mode de recrutement et de formation dans ce genre d'institution.

À propos de l'enlèvement de Carlos au Soudan, les auteurs semblent se satisfaire de l'explication du directeur de la DST Philippe Parant (dans *Valeurs actuelles* du 19/11/1994) : « *Des contacts avaient été pris [par la DST] avec le Soudan sur d'autres sujets [que Carlos]. Nous "parlions" avec les services soudanais depuis le début de l'été 1993, pour trouver avec eux un espace de coopération comme nous le faisons avec beaucoup d'autres services étrangers. Avec l'arrivée de Carlos au Soudan, nous avons réalisé que nous avions une chance à jouer* ». Le préfet Parant avoue que la DST recherche un espace de coopération avec la police politique d'un régime qui multiplie, depuis des années, les crimes contre l'humanité. C'est le même qui, lors du procès intenté sur ce sujet par Charles Pasqua contre l'auteur de *La Françafrique* (F.X. Verschave), parlait de « *mettre le génocide entre parenthèses* » face à l'opportunité d'un succès de technique policière. « *Une chance à jouer* », ça ne se refuse pas.

N'est guère discutée non plus la forte collaboration entre la DST française et son homologue tunisienne, ni « *l'excellente relation qui la lie aux services algériens avec qui des échanges sont inévitables* ». On connaît pourtant les méthodes desdits services.

Plus généralement, l'Afrique est assez absente de cette histoire, alors que la DST n'a cessé d'y investir, et a toujours brûlé de le faire davantage. Elle est longtemps intervenue via le SCTIP (Service de coopération technique internationale de la Police), qu'elle dirigeait de fait. Elle y plaçait ses gens, elle a formé les "DST" gabonaise, togolaise ou ivoirienne. Mais c'est dans l'ouvrage de Julien Caumer (citant *Libération* du 17/01/1992) qu'on rappelle l'existence de « *la "cellule de Versailles", une très discrète antenne de la DST spécialisée dans les relations avec les pays africains et moyen-orientaux, et diligentant des enquêtes et des opérations aux contours flous hors du territoire national* ».

On sent qu'avant d'aborder les nouveaux défis de la télématique, les auteurs auraient voulu conclure sur une note positive. Mais la déposition devant le juge Valat du n° 2 de la DST, Raymond Nart, en mai 1999, les a ébranlés. Celui-ci, interrogé sur les documents accusant Charles Henu d'avoir été un agent de l'Est, a admis être l'auteur d'un tissu de ragots sur l'infiltration des services communistes dans la classe politique - spécialement à gauche. Comme par hasard, le document a circulé juste avant les législatives de 1997. De quoi porter sérieusement atteinte à la crédibilité du service.

Parmi les nombreux points d'histoire qu'éclaire cet ouvrage - dont les critiques ci-dessus n'enlèvent pas l'intérêt -, on pointera :

- les malheurs faits à l'ami de Bokassa Roger Delpoy, qui, après le débarquement de la DGSE en Centrafrique, détenait les preuves des remises de diamants au président Giscard d'Estaing ; lors du "casse" du palais de Berengo, le service Action déroba le trésor du pays, environ 350 millions de francs de billets et d'objets précieux ;
- la participation à l'étouffement des « *turpitudes de la fin de règne mitterrandien* » ;
- l'éviction de Lucile Provost du CAP (Centre d'analyse et de prévision), attaché au Quai d'Orsay, à la suite de la publication en 1996 de *La Deuxième guerre d'Algérie*. À Paris, les coulisses mafieuses du pouvoir algérien restent un sujet tabou.

Sophie Coignard et Alexandre Wickham, *L'omertà française*, Albin Michel, 1999, 363 p.

Décrivant les innombrables formes de censure et d'autocensure qui, en France, constituent le réseau de protection des puissants, les auteurs font une démonstration convaincante : ce n'est pas un hasard si ce pays est devenu l'un des pays les plus corrompus et corrupteurs de l'Occident, si nombre de carrières politiques, économiques ou médiatiques survivent à des scandales qui, ailleurs, les auraient interrompues.

Contrairement aux apparences, les possibilités de réaction de la justice, des associations ou du journalisme d'investigation tendent à se réduire depuis une décennie : au nom de la "présomption d'innocence", l'évolution législative et jurisprudentielle est toujours plus sévère à l'encontre de ceux qui persistent à vouloir rompre l'omertà. Sans parler des pressions et connivences en tous genres, dont l'ouvrage propose un panorama décevant.

Jean-Paul Gouteux, *Le Monde, un contre-pouvoir ? Désinformation et manipulation sur le génocide rwandais*, L'Esprit frappeur, 1999, 202 p.

Une terrifiante illustration de l'ouvrage précédent - comment le quotidien officieux de la République française établit des relations durables avec les pouvoirs en place, comment ils deviennent connivences et complaisances. Y compris lorsqu'il s'agit de masquer un génocide pendant la période cruciale où il se déroulait, ou de relayer la propagande de ses supporteurs français.

Dans son livre, *Un génocide secret d'État* (Éditions sociales), l'auteur avait qualifié Jean-Marie Colombani et Jacques Isnard, directeur et journaliste du *Monde*, d'«*honorables correspondants*» de la DGSE. Ceux-ci l'ont poursuivi en diffamation. Ils ont perdu leur procès en première instance (mais ont fait appel). Le Tribunal a été convaincu par la démonstration, accablante, qui lui a été produite, et qui est développée dans ce livre. La proximité de Jacques Isnard avec la DGSE et ses messages paraît peu contestable. Et l'on ne peut relire sans frémir les «*informations*» proposées durant le génocide par le correspondant du *Monde* sur place, Jean Hélène.

L'éditeur a la très bonne idée de diffuser ce document au prix modique de 20 francs. Il a eu la très fâcheuse initiative d'ajouter, non son grain de sel, mais une louche de vinaigre, dans une insidieuse *nde* (note de l'éditeur), p. 32-33. Au risque de gâcher la marchandise.

L'auteur évoque les deux séries d'articles sur les responsabilités françaises dans le génocide publiées début 1998 dans *Le Figaro* par Patrick de Saint-Exupéry : il les qualifie à juste titre de «*magnifique hommage au centenaire du J'accuse de Zola*». L'éditeur, lui, constatant que ces articles n'ont pas empêché la mission parlementaire sur le Rwanda d'occulter les fautes françaises les plus lourdes, n'hésite pas à conclure dans sa note qu'«*un "révolutionnaire" [Saint-Exupéry] peut s'avérer un très bon agent*» !

À ce stade, nous sommes tous des agents. Nous sommes tous des meurtriers, puisque nous acceptons de vivre dans un monde où la mort n'épargne personne... Gare aux courts-circuits.

Nicolas Beau et Jean-Pierre Tuquoi, *Notre ami Ben Ali. L'envers du miracle tunisien*, La Découverte, 1999, 224 p.

Une démystification salubre. On dirait presque un *Dossier noir de la politique africaine de la France*... Les auteurs ne se contentent pas de révéler les méthodes d'un régime accapareur et liberticide, ils exposent «*les complicités françaises*», politiques, diplomatiques et médiatiques (les liaisons économiques ne sont guère traitées). On retrouve en première ligne des soutiens au régime, comme à Brazzaville, les réseaux d'extrême-droite et... Jacques Chirac - «*qui n'a fait que creuser le sillon tracé par [...] François Mitterrand*».

Philippe Séguin est hors concours... Lors d'un congrès du parti (quasi) unique RCD, fin 1998, il déclare : «*C'est pour moi l'occasion de redire publiquement mon admiration pour votre parti que je ne manque jamais de montrer en exemple à mes militants*» du RPR...

Signalons quand même que, depuis le début de 1999, ça ne gaze pas fort avec le gouvernement Jospin.

La collection complète de *Billets d'Afrique*, n° 1 à 75 peut être obtenue à Survie au prix de 220 FF franco.

Association Survie, 57 avenue du Maine, F75014-Paris - Directeur de la publication : François-Xavier Verschave - Imprimé par nos soins
Commission paritaire n° 76019 - Dépôt légal : Décembre 1999 - ISSN 1155-1666 - Abonnement: 95FF (Étranger: 120FF)
Tél. (33 ou 0)1 43 27 03 25 - Fax (33 ou 0)1 43 20 55 58 - survie@globenet.org - <http://www.globenet.org/survie>